

**Nicolas Bonnet Oulaldj**

Conseiller de Paris  
Président du groupe Communiste-Front de Gauche  
Conseiller du 12ème arrondissement

Paris, le 15 juin 2016

Monsieur le Conseiller de Paris,

Dans une expression publique sur Twitter et sur Facebook, vous mettez en cause ce matin, de façon nominative, le groupe communiste, son président, trois des quatre adjoints communistes de notre majorité.

Vous prétendez être « affligé » par le fait que les élus communistes « ne condamnent pas les violences graves dont celles de l'Hôpital Necker et de l'APHP » en marge des manifestations contre la Loi El Khomri, en référant à votre groupe, à la Maire de Paris et à la Ministre de la Santé dans votre tweet.

Votre propos est injurieux et calomnieux.

En effet, les communistes, leurs élus comme leurs militants, ne vous ont pas attendu pour condamner les violences, d'où qu'elles viennent. Récemment, ce sont d'ailleurs des casseurs qui s'en sont pris au service d'ordre de la CGT et du PCF, en marge de manifestations. Bon nombre d'élus et de militants communistes présents dans les manifestations ont été victimes des violences et les ont condamnées in situ. Nous n'avons pas souvenir de déclarations de votre part pour les condamner ni de votre présence sur place.

Il convient à nouveau de rappeler qui est le premier responsable de la colère des salariés de ce pays : C'est le gouvernement qui reste sourd à la demande des salariés, des jeunes, des citoyens qui veulent le retrait de cette loi de régression sociale.

D'ailleurs, le 9 mai 2016, dans un courrier que j'ai adressé à l'ensemble des parlementaires parisiens, dénonçant ces actes d'une rare violence contre les forces de police, mais aussi aux biens matériels publics et privés, j'en appelais à leur sagesse car ils ont une partie de la solution entre leur main en rejetant ce texte de loi et en instaurant un dialogue social en réponse aux revendications. C'est d'ailleurs le sens du vœu adopté par le Conseil de Paris avec les voix des communistes, écologistes et certains socialistes. Mais à ce jour aucun parlementaire socialiste parisien n'a répondu à ce courrier.

En tenant de tels propos, contraires à la vérité, vous commettez une faute politique et une faute morale. Il est affligeant que vous repreniez ainsi les pires amalgames entre l'immense majorité de français qui expriment pacifiquement depuis 4 mois leur opposition à la loi travail et les quelques dizaines de « casseurs » dont les actions violentes desservent le mouvement revendicatif. Vous nous rappelez ainsi les pratiques de votre Maire d'arrondissement, M. Goasguen, faisant par là même le jeu de la droite et de l'extrême droite parisienne.

Monsieur Thomas Lauret  
Conseiller de Paris  
Groupe Socialiste et Apparentés  
9 Place de l'Hôtel de Ville  
75004 Paris

././.

Il est affligeant que vous puissiez suggérer que notre groupe politique, membre de notre majorité, puisse avoir un lien ou une responsabilité quelconque dans les dégradations honteuses et inexcusables d'un hôpital public pour lequel nous nous sommes toujours mobilisés. C'est d'ailleurs au nom de la défense du service public hospitalier que nous nous battons quotidiennement contre les suppressions de postes massives à l'APHP, contre les baisses drastiques du financement de la santé depuis la loi Bachelot et pour le maintien des services hospitaliers dans Paris, que ce soit à l'Hôtel Dieu, à Lariboisière ou à Bichat. Nous aurions également aimé vous entendre sur ces dossiers.

Au nom de l'ensemble des élus du groupe communiste-front de gauche, je vous demande par conséquent des excuses publiques, sans la moindre ambiguïté.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Conseiller de Paris, mes sincères salutations.



Nicolas Bonnet Oulaldj